



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

28 août 2026

ECONOMIE:

LES ACTIVITES DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMPTABILITE LANCEES

Lomé, 28 août (ATOP) – Le ministre de l'Economie et de la Veille stratégique, Patoki Badanam a lancé, le vendredi 28 août à Lomé, les activités du Conseil national de la comptabilité (CNC), une structure destinée à renforcer la qualité et la transparence de la gouvernance économique au Togo.



Le ministre Patoki (milieu) lançant les activités



Des participants

Le CNC a pour mission d'émettre des avis préalables sur tout projet de réglementation d'ordre comptable en particulier sur les aspects comptables des activités économiques et financières. Il va soumettre au Conseil comptable ouest-africain toute proposition relative à l'exploitation des comptes, soit dans l'intérêt des entreprises, soit dans l'établissement des statistiques nationales des budgets et des comptes économiques de l'Etat.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----2-5
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----5-11
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----12-13
SPORTS	-----13-14

Le CNC doit, aussi, formuler à l'intention du Conseil comptable ouest-africain des avis et recommandations sur toute question relative à l'application d'une norme comptable ; assurer la coordination et la synthèse des recherches théoriques et méthodologiques de comptabilité. Le Conseil sera aussi chargé de collecter, centraliser et diffuser toute information et documentation relative à l'enseignement de la comptabilité, à l'organisation et la tenue des comptes.

Le CNC doit, également, réaliser toutes les études à la demande du Conseil comptable ouest-africain ; et faire de la comptabilité un outil stratégique de pilotage économique au service du développement durable et de la bonne gouvernance.

Le ministre Patoki a demandé aux neuf membres du Conseil d'inscrire leur vision dans les priorités du gouvernement, celles de rendre le secteur privé plus viable et davantage créateur de richesses et d'emplois. « J'insiste véritablement sur ce qui est important pour la matière elle-même et sur ce que vous devez faire. L'éthique, la discipline et l'excellence professionnelle doivent être au-devant de tout. Vous êtes appelés à faire preuve de rigueur dans vos décisions, à défendre les meilleures pratiques et à promouvoir l'intérêt général dans toutes vos recommandations », a-t-il signifié. Le ministre les a exhortés à développer une franche collaboration entre eux, à tous les niveaux, à cultiver dans l'accomplissement de leur mission, l'esprit du dialogue d'intégrité et de responsabilité partagée.

« Nous devons faire de ce Conseil, un organe dynamique, crédible et proche des professionnels, des entreprises, des administrations publiques et de tous les utilisateurs de l'information comptable. Le chemin qui s'ouvre devant nous aujourd'hui est certes exigeant, mais il est également porteur de grandes perspectives pour notre pays en matière de pratique comptable », a indiqué le président du CNC, Emegnimo Elonyo Apollinaire. Il a invité ses collaborateurs à s'engager véritablement pour cette nouvelle ère en faveur d'une comptabilité de qualité et de transparence dans le pays.

ATOP/DHK/BA/BV



ECHOS DE LA CAPITALE

ECONOMIE :

LE MINISTRE PATOKI SALUE LA GESTION RIGOREUSE DES RESSOURCES PRONEE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL

Lomé, 28 août (ATOP) – Le ministre de l'Economie et de la Veille stratégique, Patoki Badanam, a salué, le vendredi 28 août à Lomé, la vision du Président du Conseil en matière de gouvernance et de gestion des ressources publiques et privées, à l'occasion du lancement officiel des activités du Conseil national de la comptabilité (CNC).

« Je rends un hommage mérité au Président du Conseil dont la vision et les orientations donnent une impulsion renouvelée à la modernisation de notre économie et au renforcement des conditions permettant à chaque acteur économique de contribuer pleinement au développement de notre pays », a déclaré M. Patoki.

Le ministre s'est notamment référé aux orientations énoncées par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, lors de son adresse au Parlement, le 3 décembre 2015.

A cette occasion, le Président du Conseil avait insisté, selon le ministre, sur la nécessité d'une nouvelle approche de la gouvernance fondée sur la clarté des engagements, la redevabilité et la responsabilité partagée. Il avait également mis l'accent sur la définition d'objectifs précis, leur suivi et leur évaluation, ainsi que sur la nécessité d'une gestion fondée sur des résultats vérifiables.



Le ministre Patoki rend hommage au Président du Conseil



Officiels et participants

Cette vision, a expliqué M. Patoki, appelle à la consolidation d'institutions fortes et à la mise en place de mécanismes de gouvernance modernes, accompagnés d'outils capables de garantir la transparence, la fiabilité de l'information et une gestion rigoureuse des ressources publiques et privées. « C'est dans cette dynamique que s'inscrit le lancement officiel des activités du CNC, dont la mission est jugée essentielle pour renforcer la crédibilité du système d'information financière au Togo, promouvoir les bonnes pratiques comptables et contribuer à l'instauration d'un environnement économique plus transparent, attractif et performant », a-t-il.

La comptabilité, un outil de gouvernance

Le ministre Patoki a rappelé que la comptabilité ne saurait être réduite à une simple technique d'enregistrement et de présentation des opérations financières. Elle constitue également, a-t-il souligné, un véritable langage de transparence, de gouvernance et de confiance.

« Dans un environnement économique sous-régional marqué par les exigences de l'OHADA, de l'UMOA et des investisseurs internationaux, la qualité de l'information comptable devient un levier stratégique pour renforcer la transparence dans la gestion économique », a-t-il relevé. A travers la mise en place du CNC, a-t-il poursuivi, le gouvernement entend notamment contribuer à l'amélioration de la qualité de l'information financière, faciliter l'attractivité des investissements et garantir une meilleure comparabilité ainsi qu'une plus grande fiabilité des données financières. M. Patoki a fait savoir que le lancement du CNC apparaît ainsi comme une étape importante dans le renforcement du dispositif national de gouvernance comptable et financière, au service d'une économie plus transparente et davantage tournée vers la performance.

ATOP/DHK/AJA/BV

ACCORD BBNJ :

LE HCM OUTILLE DES JOURNALISTES ET COMMUNICATEURS SUR LES ENJEUX

Lomé, 28 août (ATOP) – Le Haut conseil pour la mer (HCM) a outillé, les 26 et 27 août à Lomé, des journalistes et communicateurs sur les dispositions et les principaux enjeux de l'Accord relatif à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (Accord BBNJ).

L'activité a été initiée avec l'appui de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) dans le cadre du processus national de ratification et de préparation de la mise en œuvre de cet Accord par le Togo. Elle a permis de mieux outiller les

professionnels des médias et des chargés de communication des institutions publiques sur les dispositions de l'Accord BBNJ, et ses implications pour le Togo. Les opportunités de cet Accord en matière de conservation marine, de coopération scientifique, de renforcement des capacités et de développement durable ont été également enseignées aux participants.

Des modules sur les quatre piliers de BBNJ ont été présentés. Les deux premiers sont relatifs aux ressources génétiques marines et partage juste et équitable des avantages ainsi qu'aux outils de gestion par zone, y compris les aires marines protégées. Les autres concernent les évaluations d'impact sur l'environnement de même que le renforcement des capacités et le transfert des technologies marines. D'autres modules sur « comprendre l'océan, les espaces maritimes et les zones ne relevant pas de la juridiction nationale ; de la CNUDM au BBNJ : genèse, objectifs, champ d'application principes et architecture institutionnelle » ont été également développés. Les implications du BBNJ pour le Togo, les intérêts, responsabilités et opportunités ont été aussi présentés aux participants.



Journalistes, communicateurs et organisateurs

« La gouvernance maritime ne peut demeurer confinée aux administrations et aux cercles spécialisés. Elle doit entrer dans l'espace public, être expliquée, débattue et comprise », a laissé entendre le chef de cabinet du ministre conseiller HCM, Laré Penn. Pour lui, informer sur le BBNJ, c'est comprendre suffisamment les enjeux pour les expliquer avec exactitude, de rendre intelligible ce qui paraît complexe et de rapprocher les questions de haute mer des préoccupations concrètes des populations. Le chef de cabinet a invité les participants à construire une culture maritime nationale fondée sur une information fiable, accessible et responsable.

Le coordonnateur régional du Programme pour une Afrique de l'Ouest durable (WASOP3), au titre du programme côtier et marin pour l'Afrique centrale et occidentale de l'UICN, Barthelemy Batieno a souligné l'importance de l'implication des populations côtières dans la réussite des initiatives de conservation marine. Il a convié les journalistes et communicateurs à accroître la visibilité des enjeux liés au BBNJ à travers des productions régulières.

L'Accord BBNJ a été adopté le 19 juin 2023 à New York, après plus de quinze années de négociations internationales. Il vise à assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales. Cette biodiversité marine est celle de la haute mer c'est-à-dire les eaux qui ne sont sous l'autorité d'aucun Etat selon la Convention des nations unies du droit de la mer

Ce traité a été adopté le 25 août dernier par le Togo.

ATOP/BV/BA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité



LE PROGRAMME DE VACANCES UTILES EXPLIQUE AUX JEUNES



M. Kparaki expliquant l'initiative PVUJ

en ligne), du 31 août au 5 septembre sur le terrain du CEG d'Adakpamé. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse (JIJ) et dans la continuité des actions de la JEMD en faveur de la jeunesse. L'objectif est de présenter le projet, ses objectifs et les opportunités qu'il offre aux jeunes.

Des jeunes seront accueillis autour d'un programme de formation, d'échanges, de mentorat, d'orientation et de mise en réseau, sous le thème « former l'esprit, réveiller le potentiel, déclencher l'action ». Durant une semaine, ils seront formés en entrepreneuriat, en leadership, en développement personnel, au métier de financement. L'industrie culturelle en créativité, le réseautage et l'engagement citoyen sont des modules qui meubleront le programme.

Pour réussir ce pari, explique le vice-président Kparaki, le PVUJ réunira des experts, entrepreneurs, ainsi que des professionnels et modèles de réussite nationaux et internationaux. Ces derniers, selon lui, sont appelés à partager leurs expériences, coacher et orienter les jeunes. « Nous souhaitons inculquer à tout jeune, le courage, l'audace, l'esprit d'entrepreneuriat et d'ouverture. Le programme n'est pas seulement destiné à ceux qui ont déjà un projet arrêté. Ceux qui ne savent pas comment mettre en place un plan d'affaires, faire un plaidoyer, négocier un financement, sont ces jeunes-là que nous attendons », a fait comprendre le vice-président.

Mlle Tohouédé a édifié la jeunesse sur la JEMD, précisant qu'elle est engagée dans la formation et l'autonomisation des jeunes ainsi que sur leur mobilisation en faveur du développement. Elle a ajouté que l'association intervient également dans le renforcement des capacités des leaders, le développement personnel, l'entrepreneuriat et l'employabilité.

Le JEMD constitue un point focal pour le Conseil préfectoral de la jeunesse (CPJ) Golfe. ATOP/AR/BA/BV

NOUVELLES DES PREFECTURES

KLOTO/JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE :

UNE CONFÉRENCE-DEBAT A KUMA-DUNYO

Kpalimé, 28 août (ATOP) – Le Centre rural d'activités socio-éducatives (CRASE) de Kuma-Dunyo a célébré en différé, le jeudi 27 août, la Journée internationale de la jeunesse (JIJ).

Placée sous le thème : « Différents contextes, aspirations communes », la célébration a été marquée par une conférence-débat autour du sous-thème « Jeunesse

togolaise : des réalités locales, une même ambition de développement » et la mise en terre de 550 plants de diverses essences.

La rencontre a été animée par Ayetan Kotchikpa Kossivi, responsable du CRASE, et O'Cloo Paul, responsable de l'Association des personnes handicapées de Kloto. Elle a réuni des jeunes de Kuma-Dunyo, Kuma-Dovota et Kuma-Adame autour de plusieurs sujets liés à leur épanouissement et à leur contribution au développement communautaire.

Les échanges ont porté notamment sur les violences basées sur le genre, l'orientation scolaire et professionnelle et l'entrepreneuriat.

Sur la question des violences basées sur le genre, les participants ont été informés des différentes formes de violences à savoir : physiques, psychologiques, sexuelles, ainsi que certaines violences liées aux pratiques socioculturelles. Les intervenants ont également insisté sur les conséquences de ces violences, aussi bien sur la santé que sur la cohésion sociale, pouvant entraîner des traumatismes, des blessures et favoriser l'isolement et la stigmatisation des victimes.

La célébration a également permis la mise en terre de 550 plants de différentes essences, notamment *Samanea saman*, *Terminalia superba*, *Gmelina arborea* et *Persea americana*. Il s'agit par cette opération d'encourager les jeunes à poser des actes citoyens et laisser une empreinte durable au CRASE de Kuma-Dunyo au bénéfice des générations futures.



Des participants et officiels



Le coup d'envoi du match



La mise en terre des plants

Le responsable du CRASE a salué la mobilisation des jeunes et les a invités à maintenir leur engagement et à valoriser les actions qu'ils entreprennent au sein de leurs communautés.

Le maire de Kloto 3, Asagbé Yawo, a invité les jeunes à s'investir davantage dans les actions de développement communautaires. Il les a encouragés à se regrouper autour d'initiatives citoyennes dans le respect des autorités traditionnelles et communales.

La célébration s'est achevée dans l'après-midi par un match de football qui a opposé une coalition de Kuma-Dunyo et Kuma-Dovota aux joueurs de Kuma-Adame. Le match s'est soldé par score nul de 0 but partout. Les deux équipes ont été gratifiées chacune d'une enveloppe.

Instituée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1999, la JIJ est célébrée chaque année le 12 août. Elle vise à mettre en lumière le rôle des jeunes comme partenaires essentiels du développement, à promouvoir leur participation citoyenne et à soutenir leurs aspirations. ATOP/AYH/BA

ZIO:

UNE CAUSERIE-DEBAT SUR LES VBG MARQUE LA CELEBRATION A TSEVIE



Les jeunes de Tsévié disent non aux VBG

Cette journée, instituée par l'Organisation des nations unies (ONU) est observée chaque 12 août. L'activité vise à promouvoir l'engagement des jeunes dans la dynamique du développement durable et de la cohésion sociale. Il s'agit aussi de sensibiliser et d'outiller les jeunes sur la prévention et la réponse aux VBG.

La causerie-débat a été animée par Dr Sanni Laurent, agent de suivi au Centre régional du volontariat Maritime et M. Sossou Yawo Olivier, responsable du projet E-CUBE à la maison des jeunes et de la femme de Tsévié. Ils ont entretenu les participants sur les différentes formes de VBG, notamment la violence physique, psychologique ou morale, sexuelle, économique ou financière et la violence socio-culturelle ou traditionnelle. Les orateurs ont aussi abordé la question du harcèlement et les mariages précoces. Ils ont mis l'accent sur les conséquences de ces violences sur les jeunes et la nécessité de briser le silence face au phénomène.

De plus, les mécanismes de signalement et de prise en charge des cas de VBG ont été présentés notamment les numéros verts 8284 pour signaler les cas de VBG, 1011 pour les violences faites aux enfants ou le 8250 pour les violences en milieu scolaire. Dr Sanni et M. Sossou ont invité les jeunes victimes ou témoins de violence à rechercher de l'aide auprès des structures compétentes puis précisé que la maison des jeunes et de la femme reste disponible pour accompagner les jeunes sur ces questions.

Les activités se poursuivent avec un gala de football, une séance de Zumba fitness et une animation DJ prévus, le dimanche 30 août à la maison des jeunes de Tsévié.
ATOP/AM/BBG/AJA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



YOTO :**LES JEUNES ENCOURAGES A S'ENGAGER DANS LE DEVELOPPEMENT DE LEURS COMMUNAUTES***Les participants*

jeunes travailleurs, jeunes en situation de handicap ainsi que des représentants d'organisation de jeunesse, des autorités locales et des partenaires techniques.

Cette initiative vise notamment à promouvoir l'engagement des jeunes dans le développement durable et à renforcer leur capacité à participer activement à la recherche de solutions aux défis auxquels ils sont confrontés au quotidien. Les organisateurs espèrent susciter une prise de conscience accrue du rôle des jeunes dans le développement de leurs communautés et du pays.

Une conférence-débat autour des deux thèmes avec un accent particulier sur trois défis majeurs à savoir : l'orientation scolaire et professionnelle, l'entrepreneuriat des jeunes et les Violences basées sur le genre (VBG) a meublé la célébration. Les échanges ont permis de sensibiliser les participants sur leur rôle dans la construction d'une société plus pacifique, inclusive et prospère. La célébration a été également marquée par des danses traditionnelles et modernes, des activités socio-éducatives et culturelles notamment, des jeux. Ces différentes activités ont offert aux jeunes un cadre d'expression, de partage d'expériences et de divertissement, tout en renforçant leur esprit d'initiative et leur engagement citoyen.

Le secrétaire général de la préfecture de Yoto, Akayi Guédzé Koffi a invité les jeunes à bien préparer leur avenir et à adopter des comportements exemplaires. Il les a encouragés à saisir les opportunités qui leur sont offertes et à faire preuve de responsabilité pour devenir des acteurs du développement.

Le maire de la commune Yoto 1, Léguédé Yaovi a réaffirmé l'engagement de la commune à accompagner les jeunes et à créer les conditions favorables à leur épanouissement. Il a invité la jeunesse à faire preuve du courage, de clairvoyance et de responsabilité afin de mieux préparer son avenir.

Le responsable des jeunes de Tabligbo, Galé Komi Néva, conseiller de jeunesse a convié les jeunes à développer davantage leur sens de responsabilité et à s'engager dans le développement durable. ATOP/SAK/BV

OGOUE :**M. OLOU ATCHIKITI KOUAME ODOYE VIII CONFIRMÉ CHEF DU CANTON DE GNAGNA**

Atakpamé, 28 août (ATOP) – Le nouveau chef du canton de Gnagna, Olou Atchikiti Kouame Odoeye VIII, a reçu, le vendredi 28 août à Atakpamé, le décret portant reconnaissance de son statut de chef traditionnel le confirmant dans ses fonctions de garant des us et coutumes de sa localité.

Le gouverneur de la région des Plateaux, le général de brigade Dadja Maganawéa, a présidé la cérémonie. Il a transmis aux populations les salutations du Président du Conseil et rappelé le rôle essentiel du chef traditionnel dans la préservation de la paix, de la cohésion sociale et de l'unité.



Le gouverneur Maganawé remettant le décret au nouveau chef



Vue partielle des autorités

S'appuyant sur les textes régissant le statut des chefs traditionnels au Togo, le gouverneur a également rappelé les devoirs liés à cette fonction. Il a invité le nouveau chef à faire preuve d'humilité, d'intégrité et d'impartialité dans l'exercice de sa mission.

« Le chef traditionnel doit être une autorité morale crédible et intègre, un rassembleur impartial et apolitique, rigoureusement engagé au service de l'intérêt général et loyal envers l'Etat », a-t-il souligné.

Le chef Olou Atchikiti Kouame Odoye VIII a exprimé sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour la confiance placée en lui. Il a placé son mandat sous le signe de l'humilité et sollicité les conseils et l'accompagnement de ses pairs afin de mener à bien sa mission et de contribuer au développement du canton de Gnagna.

La cérémonie s'est déroulée en présence du préfet de l'Ogou, Ekpé Kodjo Agbéko, des maires, des députés et sénateurs ainsi que des autorités militaires, traditionnelles et administratives. ATOP/AY/KKT/MG

VO / CHEFFERIE TRADITIONNELLE :

TOGBUI APELETE MAWUENA GUIENOUKPATI III RECONNU CHEF DU CANTON DE MOME

Vogan, 28 août (ATOP) - Le chef du canton de Momé (commune Vo 3), Togbui Apeleté Mawuena Guenoukpati III, désigné par voie coutumière, a reçu, le jeudi 27 août, à Momé-Hounkpati, son arrêté de reconnaissance le confirmant dans sa fonction de garant des us et coutumes.

Le document lui a été remis par le gouverneur de la région Maritime, Tairou Gbagbiègue, en présence du préfet de Vo, Leguèdè Kokou Jérôme, de plusieurs personnalités politiques, administratives, traditionnelles, religieuses, des forces de l'ordre et de sécurité, des cadres ainsi que des parents et amis du récipiendaire.

La remise de l'arrêté a été précédée des rituels traditionnels d'intronisation du nouveau chef par ses pairs, notamment le port de chaussures, de la couronne royale ainsi que l'intronisation du chef sur son trône.



le nouveau chef de canton (assis) et ses pairs de Vo

En remettant l'arrêté à l'impétrant, le gouverneur a rappelé au nouveau chef, sa responsabilité, ses devoirs, ses obligations, son rôle ainsi que ses attributions. Il a insisté sur les qualités d'un bon chef notamment le respect de soi et de l'autre, la loyauté, la maîtrise de soi, la patience, l'impartialité, le respect de la hiérarchie, la crédibilité, l'intégrité et le droit de réserve. M. Gbagbiègue a demandé à la population de vouer à son chef le respect, la considération et de travailler en harmonie avec lui.

Le président du conseil préfectoral des chefs traditionnels de Vo, Togbui Sassou Dravie Anyron IV et d'autres chefs de canton ont félicité le nouveau chef pour le choix porté sur lui. Ils l'ont exhorté à adopter un comportement exemplaire, à se référer à ses pairs ou à l'administration et à œuvrer pour le développement durable et inclusif du village, dans un climat de paix, de cohésion et de compréhension mutuelle.

L'impétrant, Togbui Apeleté Mawuena Guenoukpati III a salué l'engagement personnel du Président du Conseil dans la décentralisation au Togo. Il a sollicité le concours et le soutien de la population du canton pour la réussite de sa mission.

ATOP/AKS/MD

DECENTRALISATION :

LA COMMUNE BAS-MONO 1 ENTAME L'ELABORATION DE SON PDC



Les participants

indispensable pour la planification des actions afin de promouvoir un meilleur cadre de vie et améliorer les services sociaux de base aux communautés. C'est un outil destiné à orienter les actions et les investissements de la commune au cours des prochaines années.

La rencontre a permis aux différents acteurs impliqués de prendre contact et de mettre en place les différents comités spécialisés chargés de conduire le processus d'élaboration du PDC. Les travaux d'élaboration vont s'étendre sur une durée de 6 à 8 mois, au terme de laquelle, la commune disposera d'un cadre de référence permettant de mieux planifier ses priorités et ses actions de développement.

A travers cette démarche, la commune entend ainsi se doter d'une vision concertée de son développement en tenant compte des besoins et aspirations des populations.

Le 2^{ème} adjoint au maire, Faustin Akakpo a relevé l'importance du PDC qui permettra à la mairie de relever les défis pour satisfaire les besoins des populations. Il a exhorté les acteurs et les populations à s'impliquer davantage dans la mise en œuvre du processus en vue de son heureux aboutissement. ATOP / DK/BA

Afagnan, 28 août (ATOP) -

Le processus d'élaboration du Plan de développement communal (PDC) de la commune Bas-Mono 1 a été lancé, le jeudi 27 août à Afagnan.

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation pour un développement local durable et harmonieux des communautés. L'objectif est de mobiliser la population pour leur adhésion au processus.

Le PDC est un document stratégique,



ATOP

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



DOUFELGOU/SANTE :**UN ATELIER DE CADRAGE POUR RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES VBG**

Niamtougou, 28 août (ATOP) – Un atelier de cadrage sur le projet de création et d'opérationnalisation d'un cadre de coordination multisectoriel et de mobilisation communautaire pour lutter contre les Violences basées sur le genre (VBG) s'est tenu le vendredi 28 août à Niamtougou.



L'assistance (vue partielle) suivant...



---la présentation du projet

L'initiative s'inscrit dans la mise en œuvre des activités du Plan de développement communal (PDC) de Doufelgou 1. Ce projet se déroule sur trois mois (août en octobre) et bénéficie de l'appui financier la coopération allemande à travers la troisième phase du Programme Santé (ProSanté III) mise en œuvre par la GIZ.

Le but est de renforcer, de manière coordonnée et participative, les interventions dans les domaines du genre, de la lutte contre les VBG, de la santé sexuelle et reproductive, de la nutrition et de la santé communautaire. Il s'agit de rendre opérationnel un cadre de coordination multisectoriel réunissant les acteurs institutionnels, les organisations de la société civile et les leaders communautaires. Le dispositif prévoit des rencontres trimestrielles, la formation des leaders communautaires sur la prévention des VBG et les droits sexuels et reproductifs. Il concerne aussi la nutrition et la santé communautaire, ainsi que des actions de sensibilisation sur les normes culturelles néfastes afin de favoriser un changement durable des comportements.

Des activités, entre autres, des campagnes de sensibilisation communautaire, des causeries éducatives, des débats publics et des sessions de renforcement de capacités sont prévues dans le programme. Des messages de prévention seront également diffusés à travers les radios locales, le théâtre-forum, l'affichage et les médias sociaux.

La rencontre a permis aux parties prenantes de mieux appréhender le contexte et les enjeux du projet, mettant l'accent sur la nécessité d'une synergie d'action entre les secteurs de la santé, de la justice, des affaires sociales et de la sécurité. L'implication des communautés à la base devra également contribuer à déconstruire les tabous et à instaurer un environnement protecteur.

Le maire de la commune, Massoka Barima, a relevé la persistance des VBG, des mariages précoces, des grossesses non désirées et de certaines normes socioculturelles néfastes, qui affectent particulièrement les femmes, les adolescentes et les groupes vulnérables. Selon lui, le projet entend contribuer à remédier au manque de synergie entre les différents intervenants sur le terrain.

M. Massoka a exhorté les chefs traditionnels et les autorités locales à veiller au respect des futures dispositions, tout en appelant à un encadrement accru de la jeunesse. Il a également invité le conseil municipal à envisager des dispositions réglementaires visant à mieux protéger les jeunes et à promouvoir un cadre social sain.

La rencontre a réuni des chefs traditionnels, des membres des comités cantonaux et villageois de développement (CCD et CVD), des représentants des confessions religieuses, des organisations de la société civile ainsi que des syndicats des corps de métiers. ATOP/SG/TAL/DHK

NOUVELLES DE L'ETRANGER

SENEGAL :

LE PASTEF DE SONKO DEMANDE LE RESPECT DU CALENDRIER ELECTORAL

Africanews - Au Sénégal, le Pastef de l'ancien Premier ministre Ousmane Sonko, a demandé au gouvernement de fixer la date des prochaines élections locales, le jeudi 27 août, selon les informations rapportées par RFI.

Le parti majoritaire à l'Assemblée rappelle que le dernier scrutin local s'est déroulé le 23 janvier 2022. Les prochaines doivent donc avoir lieu au plus tard, le dimanche 17 janvier 2027. Au Sénégal, les conseillers municipaux et départementaux sont élus pour un mandat de cinq ans.

Le Pastef a fait savoir dans un communiqué publié mercredi que calendrier électoral s'impose à tous, tout en mettant en garde contre toute velléité de glissement. Mais du côté de l'exécutif, silence total : aucun texte en lien avec les élections n'a été publié.

Bassirou Diomaye Faye envisage-t-il de repousser l'échéance afin de permettre à son parti, les Patriotes Républicains, créé il y a à peine quelques mois, de mieux affûter les armes ?

Africanews

LES ETATS-UNIS EXPULSENT PLUSIEURS DIZAINES DE PERSONNES VERS HAÏTI

Africanews - Les États-Unis ont expulsé le jeudi 27 août plusieurs dizaines de personnes vers Haïti, dans un contexte marqué par une forte insécurité dans le pays et la récente fin du statut de protection temporaire (TPS) accordé à des centaines de milliers d'Haïtiens.

Le vol d'expulsion a atterri à Cap-Haïtien, dans le nord du pays. Le principal aéroport international de Port-au-Prince est actuellement considéré comme trop dangereux pour accueillir ce type de vol.

Selon Kerlande Desauguste, responsable de l'Office national des migrations d'Haïti, plus de 50 personnes, dont deux mineurs, se trouvaient à bord de l'avion. Cette nouvelle expulsion intervient après une récente attaque de gangs qui a fait 47 morts et plus de 50 enlèvements. Parmi les personnes renvoyées en Haïti figurait Jay Dabelus, un boxeur professionnel né aux Bahamas.

"*Je ne sais rien d'Haïti*", a-t-il déclaré à son arrivée. "Je ne suis pas né ici." Dabelus a expliqué avoir quitté les Bahamas à l'âge d'environ six ans et avoir vécu plus de vingt ans aux États-Unis, avant d'être placé en détention puis expulsé vers Haïti.

"*C'est bien ici, mais j'essaie de passer à autre chose*", a-t-il déclaré. "*Je n'ai ni ressources, ni famille, ni personne pour m'aider.*"

Il s'agit du deuxième vol d'expulsion organisé [depuis la fin du statut de protection temporaire](#) (TPS) dont bénéficiaient quelque 350 000 Haïtiens vivant aux États-Unis.

Le premier vol avait atterri le 20 août en Haïti avec plus de 160 personnes à bord, parmi lesquelles figuraient également des bénéficiaires du TPS.

À leur arrivée jeudi, comme lors du précédent vol, plusieurs expulsés ont choisi de se couvrir le visage, invoquant des raisons de sécurité dans un pays où les violences liées aux gangs restent particulièrement préoccupantes.

Les autorités haïtiennes ont ainsi accueilli ces nouveaux arrivants dans un contexte sécuritaire toujours très tendu, alors que les expulsions américaines suscitent des inquiétudes quant aux conditions dans lesquelles les personnes renvoyées pourront se réinstaller.

Africanews

ESPAGNE :**HEURTS A CEUTA ENTRE MANIFESTANTS ANTI-MIGRANTS ET POLICE**

Africanews - La police est intervenue pour disperser les manifestants sur les plages de Trampolín et de Benítez après que des effets personnels et des abris de fortune utilisés par des migrants ont été incendiés pendant les troubles le vendredi 28 août.

Des images diffusées par la télévision publique espagnole montraient des protestataires jetant des objets dans des brasiers tandis que les forces de l'ordre les repoussaient, les migrants se repliant derrière un cordon de police sur une jetée. Plus tôt, des dizaines de manifestants avaient organisé un sit-in pour empêcher les véhicules de la Croix-Rouge d'accéder à la zone afin d'y distribuer de la nourriture et de l'eau. Quatre camions d'aide ont dû s'arrêter après que des manifestants ont bloqué la route pendant plus de deux heures, scandant "Qu'ils partent" et "Dehors la Croix-Rouge" tout en agitant des drapeaux espagnols.

La police a fini par dégager un passage et la distribution quotidienne a repris sous haute sécurité. Un convoi d'ambulances envoyé pour fournir une assistance médicale a lui aussi été brièvement bloqué. Ces violences faisaient suite à un autre incident impliquant environ 70 migrants et une patrouille militaire. Aux premières heures de jeudi, un véhicule transportant quatre soldats aurait été "pris en embuscade" près de la plage, alors que des personnes massées de part et d'autre de la route lançaient des pierres et d'autres objets. Un soldat a été blessé et les vitres du véhicule ont été brisées.

Les militaires se sont retirés à pied et ont appelé des renforts. La police est ensuite arrivée et a arrêté 12 ressortissants marocains alors que la foule se dispersait. Ces violences illustrent la pression qui pèse sur Ceuta, un territoire de seulement 18 kilomètres carrés où des milliers de migrants sont restés après un afflux massif en provenance du Maroc un mois plus tôt. Les estimations du gouvernement espagnol situent leur nombre entre 3 500 et 7 000, tandis que les autorités locales affirment qu'il dépasse les 10 000.

Le 27 août, le ministère espagnol de l'Intérieur a annoncé l'envoi de renforts pour identifier les migrants, tandis que le gouvernement a débloqué 25 millions d'euros pour la prise en charge des mineurs non accompagnés. Madrid a également mis en place un commandement unique pour Ceuta, alors que les critiques se multiplient sur sa gestion de la crise.

Africanews

SPORTS

CRISE AU SOMMET DU FOOTBALL NIGERIAN APRES LA DEMISSION DU PRESIDENT DE LA FEDERATION

ABUJA, (RFI) - Sur fond de soupçons de corruption, de contre-performances sportives et de gestion financière contestée, le président de la Fédération nigériane de football (NFF) et tout son comité exécutif ont démissionné. Un comité de normalisation, soutenu par le gouvernement, devrait reprendre temporairement les rênes d'un football nigérian en pleine tourmente.

Le football nigérian traverse une crise majeure. Le président de la Fédération nigériane de football (NFF), Musa Ibrahim Gusau, a annoncé sa démission, emportant avec lui l'ensemble du comité exécutif, alors que les critiques se multipliaient sur la gestion financière et les résultats des sélections nationales masculine et féminine.

La Commission nationale des sports (NSC) recommande désormais la mise en place d'un comité de normalisation pour diriger la NFF. Cette structure transitoire doit prendre le relais après le départ collectif et effectif du président et des membres du comité exécutif, dans un contexte d'enquêtes approfondies sur le déclin du football nigérian et la gestion de 17 milliards de nairas, soit environ 12 millions de dollars américains, octroyés par le gouvernement à la Fédération.

« Plus célèbre que Trump... »

Cette crise intervient après l'échec historique des Super Falcons, qui ont manqué la qualification pour la Coupe du monde féminine 2027 au Brésil. Sous la pression croissante des supporters, des autorités et des partenaires, Musa Gusau a officialisé son départ jeudi 27 août lors d'un point de presse au siège de la Fédération, à Abuja.

« Comme vous le savez, tout le monde parle de la situation actuelle. Mon nom est même devenu plus célèbre que celui de Donald Trump. On ne parle que de moi partout. Personne n'est plus grand que ce pays. Après de nombreuses consultations, je viens vous annoncer que j'ai décidé de démissionner de mon poste de président de la Fédération nigériane de football. »

Dans la foulée, le prochain congrès électif, initialement prévu le 25 septembre, a été suspendu jusqu'à nouvel ordre. Un comité de normalisation devrait être mis en place pour gérer les affaires courantes de la Fédération pendant trois mois. Soutenu par le gouvernement nigérian, ce comité aura pour mission de réorganiser l'administration du football national, restructurer la gouvernance, réviser les statuts, notamment ceux de la Fédération des jeunes, et relancer les systèmes de développement.

L'objectif affiché est d'assainir le processus administratif avant l'organisation d'élections jugées crédibles et transparentes. Le président nigérian, Bola Tinubu, a chargé le président de la Commission nationale des sports de travailler en étroite collaboration avec le secrétariat de la NFF et les principaux acteurs du football afin d'assurer la continuité de la gestion administrative essentielle et de faciliter un vaste processus de réforme, ouvert et participatif.

Ce chantier devra se dérouler en concertation avec la Fifa et la CAF, tout en respectant les obligations du Nigeria dans le cadre du football international. En attendant la mise en place officielle du comité de normalisation, la NFF est placée sous la responsabilité du secrétaire général adjoint, qui assure l'intérim et veille aux affaires courantes.

Sur le terrain, la crise institutionnelle ne suspend pas le calendrier sportif : la sélection masculine du Nigeria doit entamer les qualifications pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations par deux rencontres face à Madagascar et à la Guinée-Bissau, les 23 et 27 septembre prochains. RFI

